

## RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Après un fort rebond au lendemain de la crise, l'activité devrait ralentir, sur fond de croissance atone des marchés d'exportation et d'une détérioration de la confiance. La consommation des administrations publiques et des ménages devrait rester faible, dans la mesure où le taux de chômage demeure élevé et où l'assainissement budgétaire se poursuit. À la faveur de l'amélioration de la conjoncture mondiale et d'un redressement des exportations et des investissements, la croissance du PIB devrait s'accélérer à compter de mi-2012. Le ralentissement économique devrait avoir une incidence négative temporaire sur le programme de consolidation des finances publiques, en amputant les recettes fiscales et en entraînant une hausse des dépenses sociales.

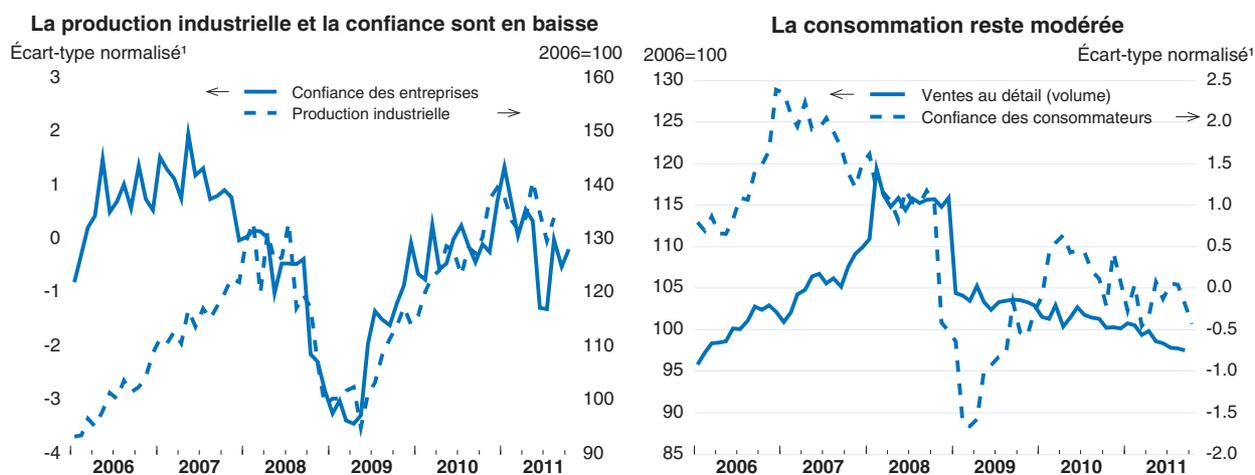
**Les perspectives économiques s'assombrissent...**

La reprise tirée par les exportations a ralenti, en raison du fléchissement de la croissance sur les marchés d'exportation et de l'impact négatif de la crise de la dette souveraine de la zone euro sur le climat des affaires. La demande intérieure reste atone car les mesures d'assainissement budgétaire et l'inflation pèsent sur la progression du revenu des ménages et, partant, sur la consommation.

**...ce qui compromet le programme de consolidation des finances publiques**

Le déficit budgétaire était proche de 7½ pour cent du PIB en 2010, soit l'un des plus élevés de la zone euro. Par ailleurs, la situation sur le marché des obligations souveraines s'est nettement dégradée ces derniers mois. Les pouvoirs publics ont donc légitimement prévu des mesures ambitieuses de rééquilibrage budgétaire afin d'atteindre l'objectif de déficit de 2.9 % du PIB en 2013, en accentuant les efforts sur le front des dépenses. Néanmoins, sans mesures supplémentaires pour compenser la détérioration cyclique des recettes et l'augmentation des dépenses, le rythme du rééquilibrage devrait ralentir, aboutissant à un déficit de 3.5 % du PIB en 2013.

### République slovaque



1. Calculé comme écarts de la moyenne exprimés en écart-types.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90 ; OCDE, base de données des Principaux indicateurs économiques.

République slovaque : **Demande, production et prix**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	66.9	-4.9	4.2	3.0	1.8	3.6
Consommation privée	38.2	0.2	-0.7	-0.1	1.3	2.8
Consommation publique	11.8	6.2	1.5	-3.3	-0.5	-0.7
Formation brute de capital fixe	16.6	-19.7	12.4	5.3	2.8	4.5
Demande intérieure finale	66.6	-3.7	2.4	0.5	1.3	2.6
Variation des stocks <sup>1</sup>	1.9	-3.5	1.8	-0.2	0.4	0.0
Demande intérieure totale	68.5	-7.0	4.2	0.2	1.7	2.5
Exportations de biens et services	55.8	-15.9	16.5	10.3	3.5	7.0
Importations de biens et services	57.4	-18.1	16.3	6.7	3.4	5.9
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 1.6	2.3	0.0	2.8	0.1	1.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-1.2	0.5	2.0	2.8	2.6
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	0.9	0.7	4.1	2.9	2.8
Déflateur de la consommation privée	—	0.1	1.0	3.9	3.3	2.8
Taux de chômage	—	12.1	14.4	13.4	13.2	12.3
Solde de l'administration publique <sup>2</sup>	—	-8.0	-7.7	-5.9	-4.6	-3.5
Dette brute des administrations publiques <sup>2</sup>	—	40.0	44.8	49.8	53.4	55.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>2</sup>	—	35.5	41.0	46.1	49.6	51.5
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	—	-3.2	-3.5	-1.6	-1.5	-0.5

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932545673>

**Le ralentissement économique devrait n'être que temporaire...**

Après un ralentissement marqué, la croissance économique devrait se redresser peu à peu en 2012, soutenue par l'amélioration des échanges mondiaux, par les investissements prévus de longue date dans le secteur automobile et par une meilleure absorption des fonds de l'UE pour le financement des infrastructures en 2012 et en 2013. La consommation devrait apporter une contribution positive à la croissance sur fond d'amélioration du marché du travail. Cette amélioration est notamment imputable à l'impact bénéfique sur l'emploi des réformes récentes du code du travail, qui ont quelque peu assoupli la législation sur la protection de l'emploi. Enfin, le revenu réel des ménages sera soutenu par la baisse de l'inflation, l'augmentation des prix réglementés devant être moins marquée à terme.

**...mais d'importantes incertitudes demeurent**

Les principaux risques qui pèsent sur ces estimations ont trait aux perspectives des marchés d'exportation de la République slovaque et à l'impact des mesures d'assainissement supplémentaires sur la demande intérieure. Une amélioration de la confiance intérieure pourrait entraîner une baisse plus forte du taux d'épargne, ce qui stimulerait davantage la

reprise de la consommation. Cela étant, dans l'ensemble, les risques de détérioration prédominent.

**Orientations politiques  
à suivre en cas de  
risques négatifs**

Dans le cas où ces risques de détérioration se matérialiseraient, l'OCDE énonce, dans le cadre de sa Réponse stratégique, les principales politiques macroéconomiques et réformes structurelles dont la mise en œuvre, souhaitable en tout état de cause, deviendrait essentielle pour renforcer la croissance :

- Les pouvoirs publics devraient veiller à ce que les mesures d'assainissement budgétaire permettant d'atteindre les objectifs budgétaires initiaux soient mises en œuvre, afin de conserver la confiance des marchés financiers.
- Pour renforcer la crédibilité du cadre budgétaire, il est nécessaire d'instaurer un plafonnement pluriannuel des dépenses, de manière à respecter l'objectif de déficit structurel du Pacte de stabilité et de croissance. Il faut saluer la création prévue d'un conseil budgétaire indépendant chargé de veiller au respect de la règle budgétaire, qui contribuera à accroître la transparence de la politique budgétaire et, partant, à maintenir la confiance.
- Compte tenu de l'impact du vieillissement de la population sur la viabilité des dépenses publiques, il serait urgent de procéder à de nouvelles réformes du régime de retraite. S'agissant du premier pilier, le taux de remplacement devrait être ajusté, en introduisant un coefficient de viabilité dans le calcul des pensions. Il est également possible de relever l'âge de départ en retraite compte tenu de l'amélioration de l'espérance de vie ou d'indexer les pensions sur le taux d'inflation.
- Face au niveau élevé du chômage de longue durée, probablement appelé à progresser encore en cas de récession, il est essentiel d'offrir au service public de l'emploi des ressources adaptées et de revoir à la hausse les dépenses allouées à la formation, qui sont limitées par rapport à la moyenne de l'OCDE. Enfin, il ne faut pas que des institutions, comme l'extension juridique des conventions collectives ou le salaire minimum, empêchent un ajustement des salaires en fonction des conditions locales du marché du travail.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2011), « République slovaque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-2-32-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-32-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).